

<https://journal.alternatives.ca/?Syrte-dans-la-legende>



Syrte dans la légende

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - L'empire contre-attaque -

Date de mise en ligne : jeudi 20 octobre 2011

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Une légende est en train de naître qui va hanter les gens qui ont été propulsés au pouvoir à Tripoli. Dans Syrte, face à d'insurmontables défis, une poignée d'hommes a donné un exemple de bravoure qui finira par trouver sa place dans l'histoire arabe.

Des semaines d'attaques de missiles et de bombes ont réduit le centre de la ville en ruines et tué un nombre inconnu de civils. Les photos qui ressemblent à celles du genre de Beyrouth montrent les dévastations. Les combattants défendant la ville semblent être condamnés. Ils ont le dos à la mer et sont entourés de trois côtés.

Nous ne savons pas qui ils sont ni combien. Certains pourraient être des restes de l'armée libyenne et d'autres des civils qui ont pris les armes pour défendre leur ville. Nous ne savons pas pourquoi ils se battent. On nous dit qu'ils ne font que lutter pour leurs vies. On nous dit que ce sont des mercenaires... mais des mercenaires déposent les armes quand l'argent vient à manquer. On nous dit que ce sont des « loyalistes de Kadhafi ». Cela les discrédite immédiatement. Personne ne sait vraiment ce pour quoi ils se battent, mais que ce soit pour leur pays doit être une possibilité pour au moins certains d'entre eux.

Pourquoi cette guerre a-t-elle été lancée ? Le Kadhafi qui a maintenant été délogé est le même Kadhafi âgé qui est arrivé à Rome quelques années auparavant avec une photo de Omar al Mukhtar épinglée à sa tunique à sa descente d'avion. C'est le même Kadhafi qui a été accueilli chaleureusement à Paris par Sarkozy et, selon Saïf al-Islam, a généreusement financé sa campagne électorale. C'est le même Kadhafi qui a été félicité par le toujours souriant Blair Tony à Tripoli. C'était avec le même Kadhafi que la compagnie Shell a été très heureuse de faire des affaires.

Entre toutes ces occasions et maintenant, il n'a pas changé. Il y a des années c'étaient les « chiens errants » - les dissidents libyens - qu'il disait vouloir chasser. Cette année, c'étaient « les rats » qu'il avait juré de poursuivre rue après rue - le fameux Zenga Zenga - et de maison en maison. C'est ce qui a donné aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France leur prétexte pour entreprendre une action militaire. Ce n'était pas censé être pour un changement de régime, mais c'est comme cela que ça a fini, et si ce n'était pas prévu dès le départ c'était inévitable une fois que ces trois puissances avaient décidé d'intervenir.

Quoi que pensent les Libyens de Mouammar Kadhafi, il n'y avait aucun signe d'une majorité appuyant le soulèvement contre lui. Comme Kadhafi l'a demandé le 6 octobre : « Le NTC, qui leur a donné une légitimité ? Comment ont-ils obtenu une quelconque légitimité ? Le peuple libyen les a-t-il élus ? Le peuple libyen les a-t-il nommés ? Si la légitimité, c'est seulement le pouvoir des bombes de l'OTAN et les flots de subventions, alors que tous les dirigeants du Tiers-Monde se méfient, le même sort les attend. Pour ceux qui reconnaissent comme légitime le conseil, méfiez-vous. Il y aura des conseils de transition créés un peu partout, qui vous seront imposés et vous feront tomber et un par un ».

Ce n'était ni une révolution populaire ni une guerre de libération. Ce n'était pas l'Égypte ou la Tunisie, où c'est le peuple qui a renversé le gouvernement. Ce fut une guerre de conquête par la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis, en coordination avec les groupes armés sur le terrain. Ces trois puissances ont transformé un soulèvement en une guerre civile, puis assuré la victoire d'un côté par l'utilisation massive de leur puissance de feu aérienne. Les soldats sur le terrain - les « loyalistes de Kadhafi » - étaient autant sans défense face aux missiles qui pleuvaient que les civils. S'ils avaient dû se débrouiller tous seuls, les « rebelles » auraient été rapidement dispersés.

Avec l'attaque déployée et le résultat quasi certain, les hauts ministres du gouvernement libyen ont commencé à faire défection. La métaphore habituelle, c'est les rats sautant d'un navire en perdition. Musa Kusa s'est envolé pour

Londres et a raconté aux services de renseignements britanniques tout ce qu'il savait, ce qui ne devait pas être rien, vu que Musa Kusa est trempé jusqu'à son cou dans tous les crimes commis par Kadhafi au cours des quatre dernières décennies.

Mustafa Abdul Jalil était ministre de la Justice dans l'ancien régime. Il en est aussi sorti juste à temps. Désertant Kadhafi, il a ensuite accepté de diriger un conseil d'administration provisoire mis en place en collaboration avec les pouvoirs attaquants étrangers. Les gens qui font ce genre de choses sont généralement appelés des traîtres. Lors de la Seconde Guerre mondiale, le maréchal Pétain a collaboré avec les nazis et aurait été exécuté à la libération, si ce n'était son âge avancé et ses faits de guerre en 1914-18.

William Joyce (« Lord Haw Haw ») a été exécuté juste pour cause de diffusion de propagande nazie contre son propre pays, la Grande-Bretagne. Quisling a agi en régent des nazis dans les territoires occupés en Norvège et il a été exécuté après la guerre pour trahison. Les puissances étrangères avec lesquelles Mustafa Abdul Jalil a collaboré ont attaqué son pays et tué des milliers de ses compatriotes, femmes et enfants. Sauf si le mot a perdu son sens, cela fait de lui un traître, lui également.

Sans couverture aérienne et sans défense au sol contre les attaques aériennes, l'armée libyenne - les « loyalistes de Kadhafi » - n'avait aucune chance. Il y a de nombreux parallèles dans la longue histoire des agressions occidentales sur les pays musulmans. En 1882, une flotte britannique a bombardé Alexandrie puis accusé des incendiaires et des brigands pour la destruction massive qu'elle avait causée. Les troupes débarquèrent pour rétablir l'ordre qui venait d'être détruit. Les Egyptiens ont essayé de défendre leur pays, mais contre la puissance de feu et l'organisation d'une armée européenne moderne, ils n'avaient aucune chance.

En 1898, environ 60 000 adeptes du Khalifa soudanais, le successeur du Mahdi, ont fait irruption dans une plaine en dehors de la ville de Omdurman en direction des lignes de combat britanniques. C'était leur pays et ils se sont battus pour lui avec énorme courage, mais contre des fusils Maxim alignés en rangées sur le champ de bataille, ils n'ont également eu aucune chance. Il y avait des exceptions à la règle. Dans le début des années 1880 le gouvernement soudanais a détruit le corps expéditionnaires de Hicks, mais c'était avant l'invention du fusil Maxim.

En 1896, une armée éthiopienne a anéanti toute une armée italienne à la bataille d'Adoua. Près de quatre décennies plus tard, une armée italienne a envahi l'Ethiopie à nouveau, devant endurer de sévères défaites avant qu'un armement supérieur et l'utilisation du gaz moutarde leur donnent la victoire. Poussé à l'exil, l'empereur Hailé Sélassié a déclaré à la Société des Nations : « C'était nous aujourd'hui. Ce sera vous demain ». En effet, c'est ce qui s'est produit.

En 1911, les Italiens ont envahi la Libye mais se sont abstenus de pénétrer à l'intérieur en raison de la résistance des tribus Sanusi et de la petite armée ottomane envoyée pour faire ce qu'elle pouvait - la Libye étant alors partie intégrante de l'Empire ottoman.

Dans les années 1920, l'Italie a lancé un programme à grande échelle pour vaincre les Libyens. Des milliers ont été déplacés de Jabal al Akhdar en Cyrénaïque et parqués dans des camps de concentration. La résistance était dirigée par un enseignant du Coran, Umar al Mukhtar qui a été capturé en 1931 et pendu au camp de concentration de Suluq. Maintenant, un siècle plus tard, les Libyens eux-mêmes ont ouvert la porte à une autre attaque étrangère contre leur pays.

Sans les interventions « humanitaires » des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, Kadhafi serait toujours à Tripoli, mais des milliers de personnes à présent mortes seraient encore en vie. Les bâtiments et l'infrastructure qui ont été détruits seraient encore debout. La Libye serait encore le pays le plus avancé en Afrique

au lieu d'un pays qui a été ravagé par la guerre et qui doit maintenant se rétablir en conformité avec les prescriptions du « capitalisme du désastre ».

En tant qu'investissement, cette guerre n'était même pas risquée. La Libye est un grand pays avec une population relativement faible et presque pas de capacité de se défendre contre une attaque extérieure lancée par des États puissants. Ce pays est riche en pétrole, en réserves de change et en lingots d'or. L'attaque aurait-elle été envisagée si ce pays était pauvre ? Sa situation financière était beaucoup plus saine que celle des pays qui l'ont agressé.

L'idée que cela a été fait pour des raisons altruistes doit être rejetée immédiatement. Quelle que soit l'emballage humanitaire, des arrière-pensées se cachent derrière chaque guerre lancée par les puissances occidentales au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au cours des deux derniers siècles. La guerre contre la Libye ne fait pas exception. À une époque de crise financière extrême, ces pays ne dépensent pas des milliards de dollars dans une guerre sans attendre un généreux retour sur investissement stratégique et commerciale.

Toutes ces semaines où Syrte était dévastée depuis les airs, où était le Conseil de sécurité, qui a ouvert la porte à l'attaque sur la Libye avec sa résolution de zone « no fly », mais n'a pris aucune responsabilité pour les conséquences ? Où était l'Union européenne, où était l'OCI, où était la Ligue arabe ? Où était l'indignation dans les médias, où étaient tous les gouvernements qui se sont donnés une « responsabilité de protéger » qui s'est transformée en un permis de tuer ? Ils étaient tous muets. Pas un mot d'inquiétude ou même de condamnation n'est sorti de leurs bouches. Ils ne voulaient parler que de la Syrie.

Les images de destruction maintenant sorties de Syrte donnent quelques indications sur ce que la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis ont fait. Combien de civils ont été tués, nous ne le savons pas, mais les estimations faites pour le pays dans son ensemble suggèrent un nombre de morts avoisinant des dizaines de milliers. Tel est le coût de « l'intervention humanitaire ». Tel est le prix que les Libyens ont dû payer pour leur propre « libération ».

Ils ne voulaient pas de cette guerre. C'étaient les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France qui la voulaient, pour des raisons qui leur sont propres et ils ont utilisé le soulèvement de Benghazi comme levier.

Un pays qui avait une certaine stabilité est maintenant dans la tourmente. Les agences de nouvelles consultent le gouvernement à Tripoli, mais il n'y a pas de gouvernement à Tripoli. Le « Conseil national de transition » ne s'est toujours pas réuni au complet. L'incertitude, les remous et, éventuellement le déploiement d'une guerre de résistance sont déjà inscrites. L'histoire est écrite par les vainqueurs, nous dit-on, mais si ce triomphe occidental sur un autre fou du Moyen-Orient ne réussit pas à s'affermir, le jour peut encore venir où les Libyens construiront des statues pour commémorer la bravoure du petit groupe d'hommes qui a combattu jusqu'à la mort pour Syrte.

Post-scriptum :

Jeremy Salt est professeur agrégé et spécialiste du en histoire et politique du Moyen-Orient à l'Université Bilkent à Ankara en Turquie.

Traduction : al-Mukhtar